

BOUIRA

Des élèves exclus réclament leur réintégration

Tôt hier dans la matinée, des dizaines d'élèves exclus ont procédé à la fermeture du lycée de Chorfa, commune située à 50 km à l'est de Bouira, en signe de protestation contre le refus de l'administration de les réintégrer.

Ces élèves, qui ont reçu un niet catégorique de la part de l'administration du lycée quant à leur réintégration, ont mis le feu à des pneus devant le portail principal et lancé des pierres et autres projectiles à l'intérieur de l'établissement, selon des témoins présents sur les lieux.

Pour rappel, depuis début septembre, des élèves, dont le nombre dépasse la centaine et appartenant aux trois niveaux du secondaire, récla-

ment leur réintégration surtout que, selon nos sources, des élèves nés en 1993 et 1994 et qui n'ont jamais raté d'années, sont exclus. Ces derniers, issus des classes terminales, réclament la création de classes spéciales afin de pouvoir refaire leur année scolaire et avoir une seconde chance pour décrocher le baccalauréat.

D'autres élèves des deux autres niveaux figurent parmi les protestataires. Ces der-

niers réclament une seconde chance à l'administration du lycée. Par ailleurs, au niveau du lycée de Taghzout, une autre commune située à 7 km au nord-est de Bouira, des élèves exclus ont adressé la semaine dernière une lettre au directeur de l'éducation, lui demandant d'intervenir afin de convaincre l'administration du lycée de les réintégrer afin de leur donner une seconde chance. Ces élèves, au nombre de 104, dont la plupart sont en première année, réclament en plus de la réintégration des 16 élèves exclus, la révision de la moyenne de passage à la deuxième année secondaire afin de permettre

aux 84 élèves de la 1^{re} année qui ont doublé de passer en 2^e année.

Selon les représentants de ces élèves qui se sont déplacés à notre bureau, les conditions dans lesquelles s'est déroulée la précédente année scolaire ont beaucoup perturbé les élèves ; ce qui a influencé négativement sur leurs rendement et résultats.

Toujours selon ces représentants, l'administration devrait se montrer indulgente et revoir la moyenne de passage à 9 au lieu de 10, afin de pour donner la chance à un maximum d'élèves de passer au niveau supérieur.

Y. Y.

SKIKDA

Menace d'une grève illimitée chez les poissonniers

Les poissonniers de Skikda, Filfila et Salah Bouchaour sont montés au créneau pour dénoncer l'interdiction d'emballer le poisson bleu dans des caisses en bois.

Beaucoup d'entre eux se sont vu infliger des amendes de 20 000 DA pour non-respect des règles d'hygiène.

L'interdiction touche également les volets entreposage, stockage, transport et vente. «Nous ne sommes nullement contre l'application de la loi, mais contre le fait que les sardiniers nous livrent du poisson dans des caisses en bois, et il est très délicat de les mettre dans des caisses en plastique car il y a risque de le voir se détériorer compte tenu de sa fragilité. Les embarcations acheminant le poisson blanc le font dans des caisses en plas-

tique isothermes, ce qui nous facilite ainsi la tâche», nous dira le porte-parole des poissonniers.

D'où, selon toujours notre interlocuteur, cette question lancinante : «Pourquoi n'interdisons pas aux bateaux de mettre le poisson, qui provient souvent de l'ouest du pays dans des caisses en bois ? Il faut s'attaquer aux racines du mal en appliquant la loi d'abord aux grossistes, ensuite aux fournisseurs et aux détaillants.»

Entrée en vigueur le 20 décembre 2010, la loi du ministère de la Pêche et des

Ressources halieutiques a fait couler beaucoup d'encre à cause du deux poids, deux mesures ayant caractérisé son application.

Au sujet de la prolifération des amendes à leur rencontre, les poissonniers s'indignent : «C'est la saignée ! C'est trop ! Tout autant que la quantité de poisson qui approvisionne le marché de Skikda ne représente que le 1% du volume global pêché, les 99% seront écoulés dans divers marchés du pays.»

C'est dire que, selon nos interlocuteurs, les maigres recettes engrangées seront en partie versées dans le paiement des amendes infligées.

Le deuxième point qui irrite les poissonniers n'est autre

que la glacière. Notre interlocuteur estime que les prix appliqués dépassent l'entendement. «Le sac de 20 kg est évalué à 270 DA au port de pêche de Skikda, alors que dans d'autres wilayas, le sac de 40 kg peut atteindre au maximum 250 DA.

La cuillère emplit de glaces, pouvant contenir 4 kilos max, est facturée à 150 DA.» «Pour y remédier, on nous recommande, du côté de la Direction du commerce de la wilaya, d'acquérir une glacière par nos propres moyens», ajoute-t-il. Les poissonniers menacent d'une grève illimitée si jamais leurs doléances ne sont pas prises en considération.

Zaid Zoheir

MARCHÉS INFORMELS À CONSTANTINE

La nouvelle-ville libérée, la rue de France de nouveau envahie

Après plusieurs mois de tergiversations, les pouvoirs publics ont enfin réagi en décidant de faire le ménage à la nouvelle-ville Ali-Mendjeli, prise d'assaut par des centaines de vendeurs informels.

Dès les premières heures de la matinée d'hier, des éléments de la 15^e URS ont bouclé tout le périmètre du marché couvert de la ville où des vendeurs avaient élu domicile au lendemain des émeutes de janvier dernier.

Ceci au moment où à la rue 19-Juin 1956 (ex-rue de France), libérée par la force publique dernièrement, est de nouveau squattée par des dizaines de vendeurs à la sauvette, après avoir constaté un flottement des services de sécurité qui surveillaient auparavant rigoureusement les lieux.

Les commerçants du marché couvert de la nouvelle-ville, qui n'ont cessé de dénoncer la concurrence déloyale que leur livraient les vendeurs informels, ont enfin poussé un «ouf» de soulagement. De même pour les habitants des immeubles situés à proximité du marché, asphyxiés par des tonnes d'ordures et autres détritiques que laissent derrière eux

chaque soir ces vendeurs. Une situation qui a, du reste, engendré la prolifération des rongeurs et autres moustiques avec tous les risques que cela représente pour la santé des riverains.

Ainsi, dès les premières heures de la matinée d'hier, des dizaines d'éléments des brigades anti-émeutes ont encerclé les alentours dudit marché pour dissuader les «squatteurs» de s'y installer.

Aussi, des agents de l'ordre ont été postés dans les entrées et sorties du marché pour empêcher les probables récalcitrants de s'y aventurer. Notons en outre, qu'aucun incident n'a été enregistré lors de cette opération.

Parallèlement, des agents des services communaux d'assainissement ont enclenché une vaste opération de nettoyage, de collecte d'ordures et de désherbage un peu partout à travers la nouvelle-ville, qui croulait sous les amas d'ordures. Un fait rarissime qui a laissé

une bonne impression chez les habitants.

Les familles espèrent pouvoir enfin circuler en toute quiétude dans leur ville devenue, hélas, le terrain de chasse par excellence pour les délinquants de tous bords.

En effet, vendredi, une mère et ses deux filles ont été agressées par des bandits à l'entrée même du marché, causant des blessures à l'une des filles qui avait tenté de résister à ses agresseurs.

Farid Benzaid

KHENCHELA

Les chauffeurs de taxi menacent de geler leurs activités et de fermer la Direction des transports

Dans un communiqué, dont nous détenons une copie et par le biais du bureau de coordination de la wilaya, les chauffeurs de taxi de la wilaya de Khenchela menacent de «geler leurs activités à travers toutes les communes de la wilaya en signe de protestation contre les décisions illégitimes et les agissements illégaux du président de la commission technique de la discipline des chauffeurs de taxi qui profite de son statut de responsable pour dépasser les lois et créer de l'anarchie dans le secteur». Les chauffeurs de taxi soulèvent le cas de la suspension de leur collègue qui «exerce depuis 20 ans et qui a été sanctionné d'une manière arbitraire avec un retrait du carnet de circulation pour 30 jours en dépit de l'opposition du représentant de la gendarmerie, de la police et malgré l'illégalité de la commission qui a dépassé le délai de son mandat». Devant cet état de fait, ils déclarent à l'unanimité «ne plus coordonner avec ce responsable en interpellant le wali pour ouvrir une enquête afin de faire la lumière sur cette affaire et mettre fin à tous ces dépassements». La corporation menace de fermer le siège de la direction dans le cas où cette situation anarchique dure.

Benzaïm Abdelouahab

Plus de 100 lycéens risquent d'abandonner leur scolarité

Plus de 100 lycéens du lycée Athmani Abdelouahab dont 50 filles, demeurant à Tamza, daïra d'El Hama risquent de mettre fin à leurs études à cause de l'absence totale des bus de ramassage scolaire et de cantine. Les lycéens font quotidiennement plus de 100 km en aller-retour en déjeunant dehors. Leurs parents ont confié à maintes reprises que «deux bus neufs destinés au ramassage scolaire sont garés depuis longtemps au parc de l'APC». Ils ajoutent que face à l'indifférence des autorités concernées et le calvaire que vivent leurs enfants, ils lancent un appel au wali pour intervenir et trouver une solution à leurs souffrances.

B. A.

SOUK-AHRAS

Saisie de 1,5 kg de kif traité à Medaourouch

Agissant sur renseignement, les services de la police judiciaire de la daïra de Medaourouch ont réussi dans la soirée d'hier, à arrêter un baron de la drogue. Après perquisition de son domicile, les policiers ont mis la main sur 1,5 kg de kif traité sous forme de plaques destinées, selon notre source, à être commercialisées. Le mis en cause sera déféré aujourd'hui devant le parquet de Sedrata, en attendant la poursuite de l'enquête.

Barour Yacine

TIARET

2 morts et 3 blessés dans un accident de la route

Un grave accident de la circulation a eu lieu dimanche en fin d'après-midi à la sortie est de la ville de Tiaret, près de la cité AADL, faisant deux morts et trois blessés, a-t-on appris auprès de la Protection civile. Le drame est survenu lorsque le chauffeur d'une Renault Express a perdu le contrôle de son véhicule pour aller de l'autre côté de la double voie percuter de plein fouet un taxi collectif J5. Dans cette violente collision, une fillette de 2 ans et sa mère, 26 ans, ont été tuées. Les mêmes sources précisent que les trois passagers du véhicule léger ont été blessés et évacués à l'hôpital Youssef-Damardji de la ville.

M. B.